

Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Marchés Financiers **BOURSE AMERICAINE** : Les indices boursiers américains ont terminé la journée d'hier en ordre dispersé, avec un recul de l'indice Dow Jones, lourdement pénalisé par la nouvelle baisse de l'action Boeing (- 6,2%), mais une hausse de l'indice S&P 500 et du Nasdaq Composite. La séance a été « calme », l'indice S&P 500 a ouvert en hausse, au-dessus des 2 790, avant de fluctuer entre 2 790 et 2 797, sans grande conviction. Les chiffres d'inflation sur le mois de février ont été perçus comme rassurants. Ils confortent, en tout cas, les investisseurs dans l'idée que la banque centrale restera « patiente » ces prochains mois. Mais la multiplication des annonces d'interdictions de vol visant le 737 MAX a lourdement pénalisé l'action Boeing, dont la chute a retranché 166 points à l'indice Dow Jones, les volumes traités sur le titre étant importants. Boeing a perdu 11% de sa capitalisation boursière en deux séances. Dans le sillage de Boeing, le secteur du transport aérien a lui aussi souffert : l'indice Dow Jones du transport aérien a abandonné 2,0% (United Continental - 3,1% ou American Airlines - 3,5%). Les compagnies américaines font toujours front derrière Boeing malgré la cascade d'immobilisations du 737 MAX. Pourtant, la panique gagne les personnels navigants et les passagers, un grand nombre refusant désormais d'embarquer à bord de cet avion ou réclamant de le clouer au sol après l'accident d'Ethiopian Airlines. Les indices américains ont baissé à l'annonce, moins d'une heure avant la clôture des marchés, du rejet par les députés britanniques de l'accord sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne a été de 4 points sur l'indice S&P 500 ! Recul qui a été rapidement effacé. La hausse de la probabilité d'un « *no deal* » ne semble pas effrayer Wall Street. Au final, l'indice Dow Jones a fini à 25 555 (- 96 points), en recul de 0,4% mais le S&P 500 a gagné 0,3% à 2 791 (+ 8 points). Le Nasdaq Composite a surperformé ses homologues, avec une hausse de 0,4% à 7 591 (+ 33 points). Ce dernier a profité de la hausse de l'action Apple (+ 1,1%) qui doit annoncer le 25 mars prochain ses nouveaux services associés à son *hardware*, dont son lancement dans la VoD, pour, notamment, concurrencer Netflix (- 0,7%). Le VIX a reculé de 3,9% à 13,77, malgré le vote du parlement britannique.

VALEURS : Le groupe japonais Fujifilm Holdings a annoncé l'acquisition de Manufacturing ApS, la filiale danoise de Biogen (+ 0,4%), pour environ 890 millions \$. La Food and Drug Administration (FDA), l'autorité sanitaire américaine, a autorisé l'utilisation du Dupixent, un traitement de l'eczéma développé par Regeneron (+ 1,4%) et Sanofi. Le directeur financier de la banque Citigroup (+ 0,8%) a annoncé une accélération de la réduction des coûts. Lors d'une conférence organisée par RBC Capital Markets, Mark Mason a déclaré que la mise en application du plan d'économies, qui passe par la simplification de l'organisation et l'amélioration des procédures internes, a accéléré depuis le début de cette année. Il a précisé que les revenus des activités de courtage d'actions et d'obligations de Citigroup seront en baisse d'un peu moins de 10% au premier trimestre par rapport aux trois premiers mois de l'an dernier.

BOURSES AMERIQUE LATINE : Comme les indices américains, les principaux indices boursiers d'Amérique Latine ont terminé la séance d'hier en ordre

dispersé, même si le rouge l'a emporté. Les bourses de Lima (+ 0,4% et de Bogota (+ 0,5%) ont terminé en, hausse. Mais le Merval et l'IPC ont perdu 0,3%, alors que l'IPSA et l'iBovespa ont cédé 0,2%. A Mexico, les investisseurs se sont inquiétés des propos contradictoires tenus par le président Lopez Obrador et par son ministre de l'économie sur les futurs investissements de la société pétrolière nationale, Pemex. Au Brésil, pas de mauvaises nouvelles, les déclarations sur la réforme des retraites (sujet particulièrement observé par les investisseurs) étaient même plutôt positives. Mais les investisseurs ont préféré prendre une partie de leurs profits, après trois séances de hausse qui ont amené l'indice-phare de la bourse de Sao Paulo sur un plus haut depuis début février.

BOURSES ASIATIQUES : Face à l'incertitude politique, les investisseurs de la région Asie-Pacifique sont nettement plus négatifs que leurs homologues américains. Le *Brexit*, des négociations commerciales -dont l'issue reste incertaine- et une dégradation des indicateurs économiques en Asie justifient des prises de profits ce matin. L'indice Nikkei a reculé de 1,0%, le Kospi de 0,4% et la bourse de Shanghai de 1,1%. A un peu moins d'une heure de la clôture de la bourse de Hong-Kong, le Hang Seng perdait 0,5%. La bourse australienne ne se distingue pas. L'indice ASX 200 a fini la séance en baisse de 0,2%. Les investisseurs vendent le secteur technologique qui avait nettement rebondi sur les dernières séances : - 0,4% pour SoftBank, - 2,6% pour AAC, - 0,5% pour Tencent ou - 1,8% pour Samsung Electronics. Le secteur automobile est aussi délaissé avec - 0,5% pour Toyota ou - 1,3% pour Geely Automobile. Le secteur énergétique baisse avec - 1,3% pour Woodside Petroleum ou - 2,4% pour Beach Energy sur le marché australien. L'incertitude sur le *Brexit* et l'avenir de la place financière de Londres, induit un recul des valeurs financières avec China Construction Bank à - 1,1% ou HSBC à - 0,7%. Le fabricant chinois d'équipements de télécommunication, ZTE (- 8,0% à Hong Kong) a annoncé que son actionnaire majoritaire, Zhongxingxin Telecom, envisage de réduire de 3% sa participation dans la société. Enfin, les exportateurs nippons subissent l'impact de l'appréciation du yen face au dollar (TDK - 3,5%, Hitachi - 2,9%).

CHANGES & OBLIGATAIRE : Le marché obligataire américain a réagi positivement à la publication des prix à la consommation du mois de janvier. Le taux à 10 a reculé de 4 pb, à 2,598%, après avoir touché en séance un plus bas de 10 semaines, à 2,596%. Le rendement du T- Note à 10 ans de référence a ainsi reculé six fois au cours des sept dernières séances. Le taux à 2 ans est revenu à 2,45%, en baisse de près de 3 pb. Le taux à 30 ans est repassé sous le seuil des 3%, à 2,986%, contre 3,027% à la clôture précédente. Sur le marché des changes, la modération de l'inflation, a pesé sur le billet vert. Le Dollar Index a reculé de 0,3%. La livre sterling a bien résisté à l'annonce du rejet de l'accord par les députés britanniques. La devise britannique ne perdait que 0,3% face au dollar quelques minutes après l'annonce, contre plus de 0,7% avant l'annonce du résultat du scrutin, et 0,7% environ face à l'euro contre plus de 1%. Les cambistes espèrent que les députés vont majoritairement voter, aujourd'hui, contre un « hard Brexit » et qu'ils demanderont demain un rapport, mais ils semblent oublier que « par défaut », faute d'accord, la solution « no deal » s'imposera, même si les députés ne le souhaitent pas...

PETROLE : Les cours du pétrole ont terminé la séance américaine en hausse timide, soutenus par la perspective d'une baisse des exportations saoudiennes en avril et par la diminution des livraisons vénézuéliennes,

conséquence des pannes d'électricité qui touchent tout le pays. Le contrat avril sur WTI a gagné huit cents, soit 0,1%, à 56,87 \$ le baril. L'échéance mai sur le Brent a gagné de son côté neuf cents (+ 0,1% également), à 66,67 \$/b. Selon les agences de presse russes Tass et Interfax, l'Arabie Saoudite a proposé de prolonger jusqu'à la fin de l'année l'accord de réduction de la production conclu par l'OPEP et plusieurs autres pays producteurs, dont la Russie.

News clefs

Donald Trump s'est distingué, hier sur twitter. En tant que spécialiste du transport aérien, il a déploré que les avions soient devenus « beaucoup trop complexes à piloter » : « Il n'y a plus besoin de pilotes mais plutôt d'informaticiens du MIT » et d'ajouter « Je constate cela pour de nombreux produits. Toujours chercher de nouveaux développements inutiles alors que, souvent, ce qui est vieux et simple fonctionne bien mieux ». Il est clair que les avions à hélice ou même les dirigeables étaient plus simples à piloter et rassurants que nos avions à réaction avec des pilotes automatiques et des gadgets électroniques comme des radars ou autres ordinateurs de bords. Comme l'indique avec clairvoyance M. Trump : « Je ne sais pas pour vous, mais moi je ne veux pas d'un Albert Einstein comme pilote. Je veux de grands professionnels qui puissent facilement et rapidement prendre le contrôle de leur avion ! ».

Pas de bonne surprise du côté du parlement anglais. Les divisions sont trop profondes et le plan B de Mme May, très proche du plan A de janvier dernier, a été massivement rejeté par les pro-Brexit et ceux désirant rester dans l'Union Européenne et la tenue d'un second référendum. Il n'y a qu'une majorité au parlement Britannique : pour un rejet de l'accord négocié avec l'Europe ! Mais, maintenant, trouver une majorité pour une solution s'annonce impossible. Le rejet du « plan B » a été voté par 391 voix contre 242 à la Chambre des Communes. Le 15 janvier dernier, le rejet avait été de 432 voix contre 202. Mme May n'a réussi à convaincre qu'un nombre limité de député. Les députés pro-Brexit du Parti conservateur, regroupés au sein de l'ERG (European Research Group), de même que les unionistes nord-irlandais du DUP, dont dépend la majorité parlementaire du gouvernement, ont encore rejeté massivement l'accord. Quant au Parti Travailleiste, son chef de file, Jeremy Corbyn, avait estimé dans la journée que les assurances obtenues à Strasbourg ne contenaient « rien qui s'approche des changements promis par Theresa May au Parlement ». Mme May a confirmé, hier soir, l'organisation de deux nouveaux votes : le premier, aujourd'hui, sur la volonté de quitter le 29 mars l'UE sans accord –pour lequel elle ne donnera pas de consigne de la part du gouvernement– et, en cas de réponse négative, demain, sur une demande à l'Union Européenne de reporter de la date du Brexit à la fin juin. Mais, comme le dit justement Mme May : « Je serai claire : voter contre une sortie sans accord et pour une extension ne réglera pas les problèmes auxquels nous sommes confrontés. L'UE voudra savoir quel usage nous voulons faire d'une telle prolongation. Cette assemblée aura à répondre à cette question ». La première ministre attend maintenant une réponse des parlementaires, la balle n'est plus dans le camp du gouvernement...

Christian Parisot

Head of Global Research

☎ 01 53 89 53 74

✉ cparisot@aurel-bgc.com

Jean-Louis Mourier

Economic Research

☎ 01 53 89 54 46

✉ jlmourier@aurel-bgc.com

Ce document peut être considéré comme un avantage non-matériel mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2019, Tous droits réservés.